

Budget Economique

Prévisionnel 2025



المندوبية السامية للتخطيط
+00212 05 37 77 00 00 | 05 37 77 00 00
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Perspectives économiques pour les années 2024 et 2025

Janvier 2025

/// Résumé analytique

L'économie mondiale devrait maintenir sa résilience dans un contexte d'assouplissement des politiques monétaires et de reprise du commerce international. Les cours des matières premières devraient poursuivre leur tendance baissière, contribuant à l'allègement des pressions inflationnistes. Ces perspectives restent néanmoins compromises par l'intensification des conflits économiques et géopolitiques.

La croissance économique nationale devrait se renforcer en 2025 après une décélération attendue en 2024. Elle devrait bénéficier de la reprise modérée du secteur agricole, du maintien du dynamisme du secteur secondaire et de la poursuite de la bonne tenue des activités tertiaires.

La demande intérieure devrait continuer de soutenir l'activité économique, tirant profit de l'amélioration des revenus et de l'orientation favorable de l'investissement. La vigueur des recettes voyages, combinée à la bonne tenue des transferts des marocains résidant à l'étranger, devrait contribuer à contenir le déficit courant à un niveau modéré. Le déficit budgétaire devrait enregistrer un léger creusement en 2025 après un allègement entamé en 2021.

/// Hypothèses

Campagne agricole inférieure à la moyenne

Nouvelles dispositions de la LF 2025

Reprise de la demande extérieure

Tendance baissière des cours à l'international

/// Principaux Indicateurs

Croissance économique

3,0%

3,8%

Secteur agricole

-5,0%

4,1%

Secteur non agricole

3,8%

3,6%

Déficit courant (en % du PIB)

1,5%

1,5%

Déficit budgétaire (% du PIB)

3,5%

3,9%

Dettes publiques globales (% du PIB)

83,3%

83,3%

2024

2025

700
600

Résilience de la croissance économique mondiale malgré la persistance des incertitudes

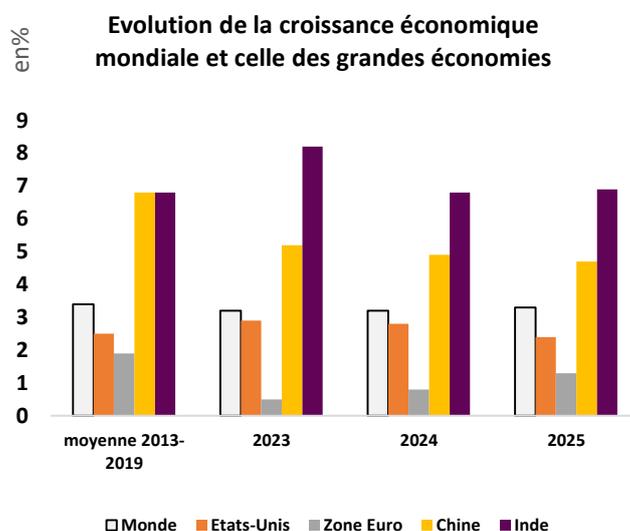
La croissance de l'économie mondiale devrait rester résiliente autour de 3,2% en 2024 et 2025¹ dans le cadre de la poursuite du desserrement monétaire et du redressement du commerce mondial. L'Asie émergente demeure le principal contributeur à la croissance mondiale, tandis que la dynamique économique devrait rester modeste dans les pays avancés.

Aux **États-Unis**, l'activité économique devrait légèrement décélérer en 2025 à 2,4% au lieu de 2,8% en 2024. La consommation privée devrait ralentir suite à la baisse de l'épargne ainsi qu'à la normalisation de l'immigration. L'investissement public devrait se rationaliser alors que l'investissement privé devrait être stimulé par les effets des nouvelles politiques industrielles. Toutefois, un éventuel changement dans l'orientation des politiques économiques pourrait entraîner une intensification des tensions commerciales, impactant le pouvoir d'achat des ménages, l'investissement et l'emploi.

Au niveau de **la zone euro**, la croissance devrait tirer profit du redressement de la demande intérieure. L'investissement des entreprises devrait être soutenu par l'assouplissement des conditions de financement, au moment où la consommation privée devrait bénéficier de la progression des revenus réels, suite au recul de l'inflation. Cependant, les échanges de marchandises devraient continuer de pâtir de la contraction du secteur manufacturier, des frictions commerciales et des tensions géopolitiques. Par ailleurs, les perturbations politiques que traversent l'Allemagne et la France seraient susceptibles de limiter leur croissance.

Ainsi, la reprise économique de la zone devrait rester lente, enregistrant une croissance de 0,8% en 2024 et 1,3% en 2025.

S'agissant des économies émergentes, la croissance en **Inde** devrait rester régulière et robuste aux alentours de 6,9% en 2024 et 2025, stimulée par la vigueur de l'investissement public et de la consommation privée. Cependant, la croissance devrait continuer de ralentir en **Chine**, passant de 5,2% en 2023 à 4,9% en 2024 et à 4,7% en 2025, en liaison avec la persistance des effets de la crise du secteur immobilier et l'atonie de la consommation. En outre, un durcissement des restrictions commerciales pourrait se répercuter sur l'activité industrielle du pays.



Source : OCDE, Décembre 2024

¹ Perspectives économiques de l'OCDE - Décembre 2024

Tendance baissière des cours à l'international et reprise du commerce mondial

Le marché du **pétrole** devrait connaître une surabondance attribuée en partie à l'augmentation de la production de plusieurs pays non membres de l'OPEP+, notamment des États-Unis, conjuguée à la stagnation de la demande en Chine. Le cours du baril a avoisiné 80 dollars en moyenne en 2024 et devrait atteindre 73 dollars en 2025, soit son niveau le plus bas depuis quatre ans. Quant au prix du **gaz naturel** européen, il devrait s'accroître de seulement 6,5% en 2025, suite à l'augmentation de l'offre après des hausses spectaculaires des cours ces dernières années.

Cours du Pétrole et du Gaz

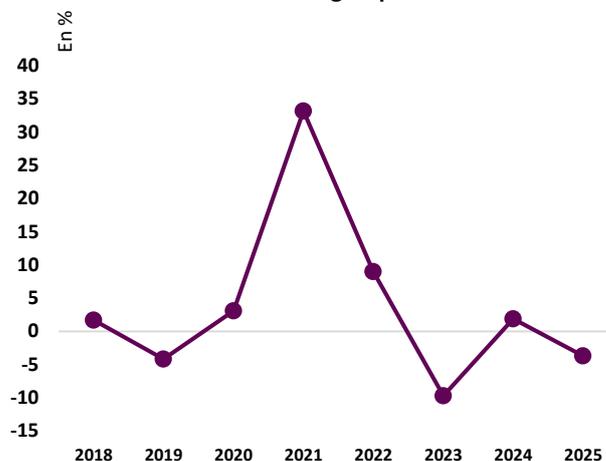


Source : Banque Mondiale, Octobre 2024

Les cours des matières premières non énergétiques devraient afficher une tendance baissière. Les prix des **produits agricoles** devraient diminuer de 4% en 2025 après une légère hausse en 2024, dans un contexte météorologique plus favorable.

Quant aux cours du **DAP²**, ils devraient enregistrer une baisse de 9% en 2025 après 2,4% en 2024 et une forte baisse de 30% en 2023.

Evolution des indices des matières premières non énergétiques



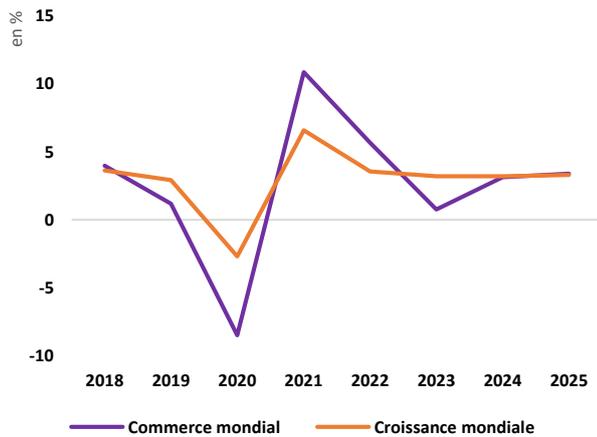
Source : Banque Mondiale, Octobre 2024

Dans ce contexte caractérisé par la tendance baissière des cours matières premières et grâce aux effets du resserrement de la politique monétaire ces dernières années, l'inflation devrait s'aligner, d'ici la fin de l'année 2025, aux objectifs fixés par les banques centrales dans la plupart des pays.

La reprise progressive du volume des **échanges mondiaux** devrait se poursuivre en 2025, évoluant de 3,6%, suite au redressement de la demande intérieure dans les grandes économies. Néanmoins, les fortes hausses des coûts du transport maritime devraient continuer de se répercuter sur les prix des produits importés. De leur côté, les échanges des services devraient maintenir leur tendance haussière, en raison de la croissance solide des services rendus aux entreprises et du tourisme.

² DAP : phosphate du diammonium

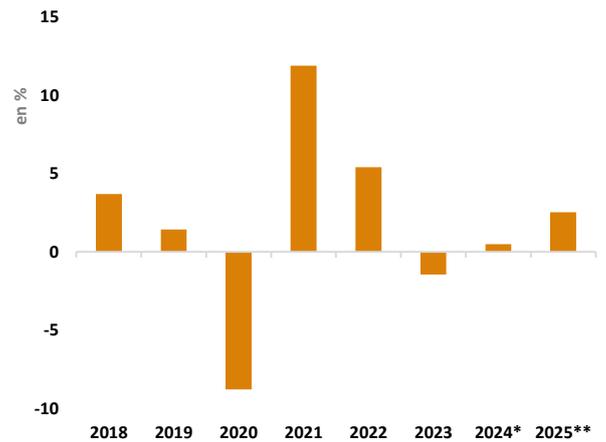
Evolution de la croissance et du commerce mondiaux



Source : OCDE, Décembre 2024

Dans ces conditions, les exportations nationales devraient bénéficier de la reprise de la **demande adressée au Maroc** qui devrait passer de -1,5% en 2023 à 0,5% en 2024 puis à 2,5% en 2025, en liaison avec le rebond des importations de nos principaux partenaires commerciaux. De même, les importations nationales devraient tirer profit de la tendance baissière des cours des matières premières induisant un allègement des factures énergétique et alimentaire.

Demande mondiale adressée au Maroc



Source : OCDE, calcul HCP

Ces projections demeurent toutefois entourées d'importants **risques**. Une détérioration de la situation géopolitique mondiale est susceptible de perturber les marchés mondiaux de l'énergie et accroître les prix des importations. De plus, l'accentuation des incertitudes entourant les politiques commerciales devrait décourager l'investissement, perturber le commerce mondial et peser sur la croissance.

L'économie nationale devrait suivre une trajectoire positive en 2025

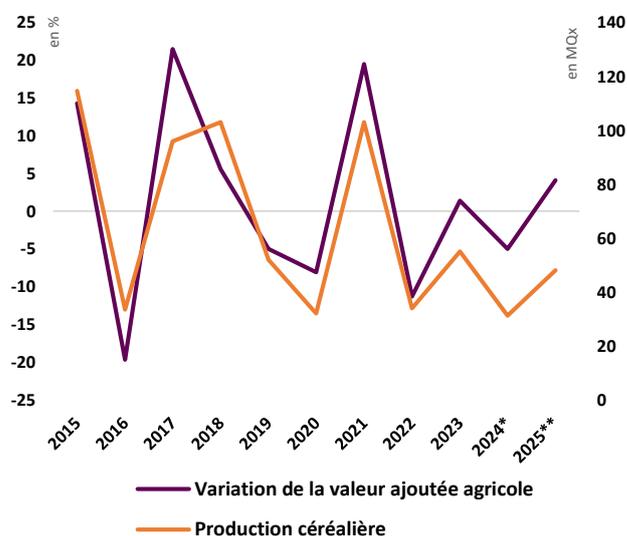
La croissance économique nationale devrait se consolider en 2025 après sa décélération en 2024, suite à une reprise modérée du secteur agricole et à la poursuite des performances des activités non agricoles.

Reprise du secteur primaire en 2025 après sa contraction en 2024

La campagne agricole 2024/2025 devrait se caractériser par des conditions climatiques relativement plus favorables que celles de la campagne précédente qui a connu un déficit pluviométrique sévère, menant à une production céréalière limitée à 31,2 MQx. Le démarrage de la campagne courante a été marqué par un bon niveau des précipitations, bien que suivi par des chocs thermiques. En outre, la reprise des précipitations au début de l'année en cours devrait profiter à la production végétale. Par ailleurs, les activités de l'élevage, quoique soutenues par diverses mesures gouvernementales, devraient rester confrontées à l'impact négatif de la récurrence des années de sécheresse, et au défi de la reconstitution du cheptel national.

Ainsi, la **valeur ajoutée agricole** devrait évoluer de 4,1% en 2025, sous l'hypothèse d'une production céréalière inférieure à la moyenne, après un repli de 5% estimé en 2024.

Evolution de la valeur ajoutée agricole et de la production céréalière



Source : Ministère de l'agriculture, HCP

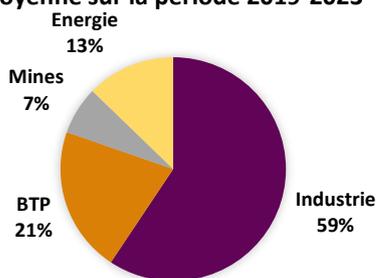
Tenant compte d'un accroissement du secteur de la pêche maritime de 6,5% en 2025 après 3,8% estimé en 2024, le **secteur primaire** devrait s'améliorer de 4,2% en 2025, après une baisse de 4,6% estimée en 2024, contribuant ainsi positivement de 0,4 point à la croissance du Produit Intérieur Brut après une contribution négative de 0,5 point en 2024.

Poursuite de la bonne performance des activités non agricoles

Les **activités non agricoles** auraient affiché une progression de 3,8% en 2024 et devraient évoluer de 3,6% en 2025, soutenues par la dynamique continue du secteur du BTP, des activités minières, et des activités industrielles, ainsi que par la poursuite de la bonne tenue des activités du commerce, du tourisme et du transport.

Graphiques (*: Estimation, **: Préviation)

Structure de la valeur ajoutée secondaire en moyenne sur la période 2019-2023



Source : HCP

L'activité industrielle, représentant 59% de la valeur ajoutée secondaire en moyenne entre 2019 et 2023, devrait connaître un accroissement de 3,7% en 2025 après une amélioration attendue de 4% en 2024.

L'activité des industries chimiques, stimulée par un accroissement de la demande extérieure, aurait connu un rebond de 12,9% en 2024 contre seulement 1,2% en 2023, grâce au raffermissement de l'industrie des engrais chimiques orientée vers l'export. Celle-ci aurait tiré profit de la limitation des exportations chinoises et russes en engrais phosphatés face à une demande accrue en provenance de l'Inde et du Brésil. En 2025, les industries chimiques devraient maintenir leur dynamique quoiqu'en ralentissement, en liaison avec la poursuite prévue de l'amélioration de la demande extérieure pour ces produits.

Par ailleurs, les industries du matériel du transport auraient enregistré une croissance remarquable de 14,4% en 2024, grâce à l'implantation de nouveaux équipementiers et l'extension des usines de l'automobile qui auraient permis d'accroître les capacités de production. De plus, la hausse des ventes dans l'assemblage et les systèmes d'interconnexion du câblage électrique auraient soutenu l'industrie aéronautique. En 2025, ces industries devraient poursuivre leur dynamisme avec une croissance de l'ordre de

9,6%, profitant des investissements directs étrangers dans le secteur de l'automobile, qui devraient permettre d'introduire de nouvelles technologies et de renforcer la production nationale, notamment celles des batteries électriques.

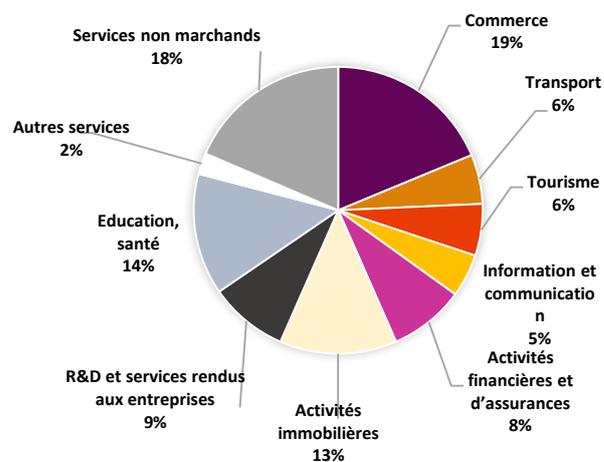
En revanche, l'industrie textile devrait continuer de pâtir de la faible compétitivité sur le marché mondial, de la forte dépendance aux marchés européens et de la prédominance des activités informelles, dans un contexte des coûts élevés de l'énergie et de la faiblesse de l'amont textile local. De ce fait, sa valeur ajoutée aurait connu une croissance négative de 3% en 2024 avant de s'améliorer légèrement de 1,7% en 2025.

De son côté, l'activité de l'industrie agroalimentaire, représentant 27,5% de la valeur ajoutée industrielle en moyenne entre 2019 et 2023, devrait enregistrer une croissance modérée de près de 1,3% en 2025, au lieu 0,9% estimée en 2024 et un recul de 0,2% en 2023, suite aux retombées relativement favorables de l'amont agricole.

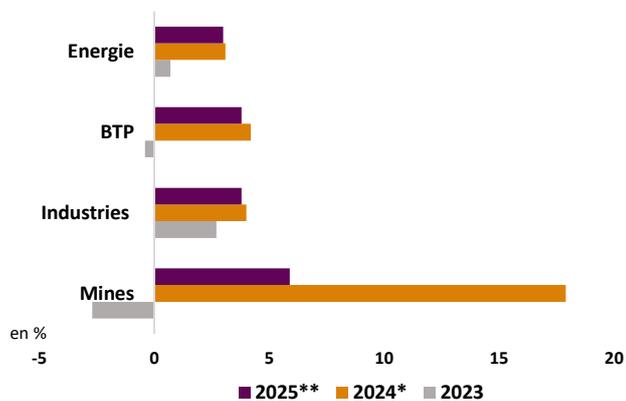
En 2025, les activités du secteur du BTP devraient poursuivre leur progression avec une croissance de 3,8%, au lieu de 4,2% estimée en 2024 après un repli de 0,4% en 2023. Cette dynamique devrait être soutenue par la diminution progressive des prix des matériaux de construction et par l'allègement des conditions de financement, encourageant l'investissement des promoteurs immobiliers. En outre, elle devrait bénéficier de l'accélération des projets d'infrastructures hydrauliques et énergétiques et ceux liés à l'organisation de grandes manifestations sportives, ainsi que de la poursuite des mesures en faveur de l'accès au logement et du programme de reconstruction et de réhabilitation des zones sinistrées.

Par ailleurs, **l'activité minière**, fortement liée à l'industrie des produits chimiques, aurait rebondi de 17,9% en 2024, marquant un retournement positif après deux années consécutives de recul de 23% et 2,7% respectivement en 2022 et 2023. Cette reprise reflète la consolidation de la production du phosphate brut, stimulée par une demande locale accrue des industries de transformation pour les engrais chimiques. En 2025, le secteur devrait poursuivre son raffermissement avec une croissance de 5,9%, soutenue par la hausse continue de la production marchande du phosphate.

Structure de la valeur ajoutée tertiaire en moyenne sur la période 2019-2023



Evolution des branches du secteur secondaire



Source : HCP

Dans ces conditions, **le secteur secondaire** devrait afficher une valeur ajoutée en hausse de 3,8% en 2025, après 5,1% estimée en 2024, contribuant ainsi de 0,9 point à la croissance économique nationale au lieu de 1,2 point en 2024.

Le **secteur tertiaire**, principalement orienté vers le marché intérieur, devrait continuer de soutenir la croissance économique en 2025, avec une progression de 3,5% après 3,2% prévue en 2024. Cette évolution devrait être attribuable à l'amélioration des **services non marchands** de 3,2% en 2025 au lieu de 3,4% estimée en 2024, et des **services marchands** de 3,6% en 2025 au lieu de 3,2% attendue en 2024.

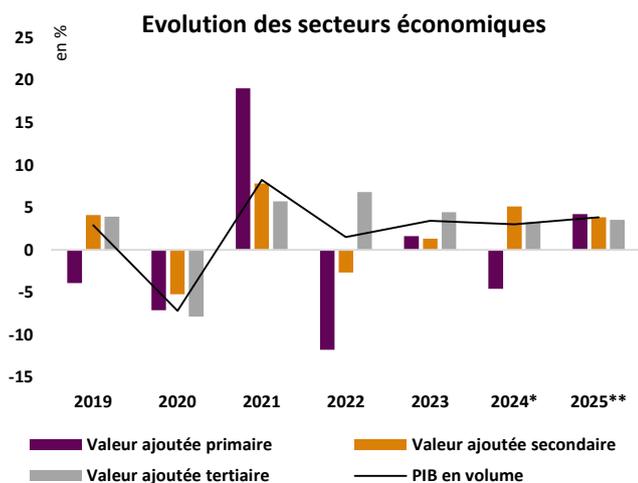
Source : HCP

L'activité du **commerce**, dont la valeur ajoutée représente 19% du secteur tertiaire en moyenne de la période 2019-2023, devrait s'accroître à un rythme soutenu de près de 2,5% en 2024 et 2025, en liaison avec la croissance de l'activité économique.

L'évolution **des services rendus aux entreprises** devrait s'établir à 3,8% en 2025, grâce à la reprise de l'activité du secteur secondaire. De plus, **les activités immobilières** devraient s'améliorer de 2,2% en 2025, profitant de la relance de l'activité de construction.

Concernant la valeur ajoutée du **secteur touristique**, elle devrait s'améliorer de 7,4% en 2025, au lieu de 7,7% attendue en 2024 après un rebond de 23,5% enregistré en 2023, suite à la performance exceptionnelle des arrivées et des recettes touristiques grâce notamment à l'organisation des manifestations internationales et aux efforts déployés pour promouvoir la destination du Maroc et améliorer son accessibilité.

Pour les services de **transport et d'entreposage**, leur valeur ajoutée devrait progresser de 5,9% en 2025 au lieu de 4,4% attendue en 2024. Cette dynamique devrait être soutenue par l'accroissement continu du trafic aérien et maritime, grâce notamment à la poursuite de la performance des exportations du phosphate roche, de ses dérivés et des produits du matériel de transport.



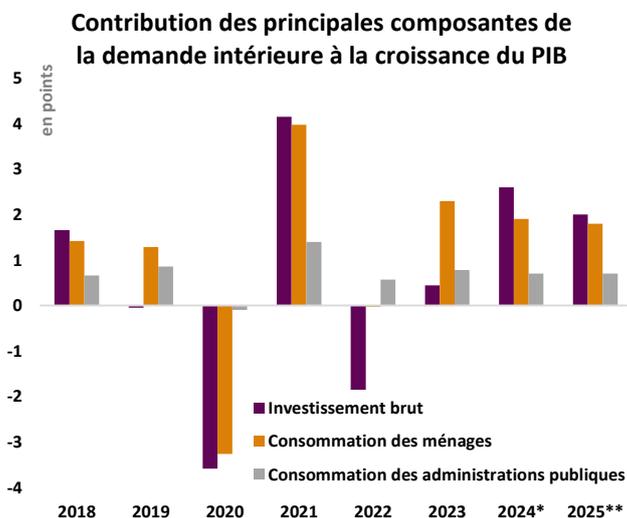
Source : HCP

Dans ces conditions et tenant compte de la hausse prévue des impôts et taxes sur les produits nets de subventions de 5% en 2025 après 5,7% en 2024, **le Produit Intérieur Brut** devrait croître de 3,8% en 2025 après une progression de 3% estimée en 2024. **En valeur, la croissance du PIB** devrait passer de 4,5% en 2024 à 5,9% en 2025, donnant lieu à une inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB de 2,1% en 2025 après 1,5% attendue en 2024.

Dynamique consolidée de la demande intérieure

La consommation des ménages en 2025 devrait s'accroître de 3% après 3,2% estimé en 2024. Cette tendance s'explique notamment par un niveau maîtrisé de l'inflation et par une amélioration des revenus suite aux augmentations salariales décidées dans le cadre du dialogue

social, à la bonne tenue des transferts des MRE, et à la poursuite de l'attribution des aides sociales directes. Ainsi, la contribution de la consommation des ménages devrait atteindre près de 1,8 point à la croissance du PIB en 2024 et 2025.



Source : HCP

Ainsi, tenant compte de **la consommation des administrations publiques** qui devrait enregistrer une évolution de 4,1% en 2025 après une hausse attendue de 3,9% en 2024, **la consommation finale nationale** devrait afficher un accroissement de près de 3,3% en 2025 après 3,4% estimée une année auparavant, contribuant à hauteur de 2,6 points à la croissance du PIB, après 2,7 points en 2024.

L'investissement brut devrait continuer sa reprise entamée en 2023, profitant de l'impact positif des différents chantiers prévus et en vigueur, notamment dans le cadre de la poursuite de l'orientation favorable de la politique budgétaire en matière d'investissement, des préparatifs pour l'organisation des manifestations internationales et de la tendance évolutive des IDE. Il devrait se raffermir de 6,7% en 2025, après une hausse de 9,1% estimée en 2024, contribuant de 2 points à la croissance en 2025.

Dans ces conditions, et après une progression estimée à 4,9% en 2024, **la demande intérieure** devrait continuer de soutenir l'activité économique, avec une hausse de 4,2% en 2025, contribuant ainsi à hauteur de 4,6 points à la croissance du PIB, contre une contribution de 5,3 points attendue en 2024.

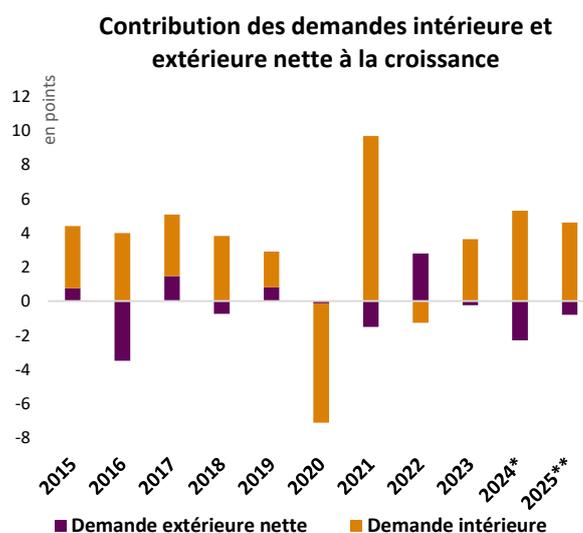
Contribution négative de la demande extérieure à la croissance économique

Bénéficiant d'une demande internationale vigoureuse, les exportations des métiers mondiaux auraient connu une dynamique positive en 2024, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, et devraient maintenir leur performance en 2025. En outre, les exportations de phosphate et de ses produits dérivés auraient enregistré une progression notable en 2024, portée par une forte demande des principaux partenaires, et devraient ralentir en 2025 sous l'effet de base. En revanche, les expéditions du secteur du textile devraient afficher une croissance modérée, limitée par une faible demande étrangère et par la persistance d'une concurrence rude sur les marchés internationaux. Par ailleurs, après une évolution modérée en 2024, l'offre exportable des produits agricoles et agroalimentaires devrait bénéficier en 2025 d'une reprise prévue de la production agricole. Dans ce contexte, **le volume des exportations des biens** devrait enregistrer une hausse de 7,4% en 2025, au lieu de 7,6% estimée en 2024.

De leur côté, les importations des produits alimentaires devraient maintenir leur tendance pour répondre à la demande locale. De même, les importations en animaux vivants devraient poursuivre leur trajectoire haussière dans l'objectif d'alléger la pression sur le cheptel national. Par ailleurs, les biens d'équipement et les demi-produits devraient connaître une croissance

marquée en 2024 et 2025, soutenue par la dynamique de l'investissement et la bonne performance des secteurs exportateurs dépendants des intrants importés. Les produits finis de consommation devraient garder leur tendance haussière en 2025, portée par une demande intérieure renforcée. Dans ces conditions, **le volume des importations des biens** devrait croître de 7,9% en 2025 après une augmentation estimée à 11,1% en 2024.

Concernant les échanges des services, la performance de l'activité touristique aurait significativement contribué à la croissance des exportations des services de voyage et de transport. Cette tendance devrait se maintenir en 2025 en raison du renforcement de l'attractivité touristique. Ainsi, **le volume des exportations des biens et services** devrait évoluer de 7,7% en 2025, après 7,9% prévue en 2024. Parallèlement, **le volume des importations des biens et services** devrait afficher une hausse de 7,9% en 2025, contre 11,1% prévue l'année dernière. Dans ce contexte, la contribution de **la demande extérieure nette** à la croissance économique en 2025 devrait rester négative de 0,8 point après -2,3 points en 2024.

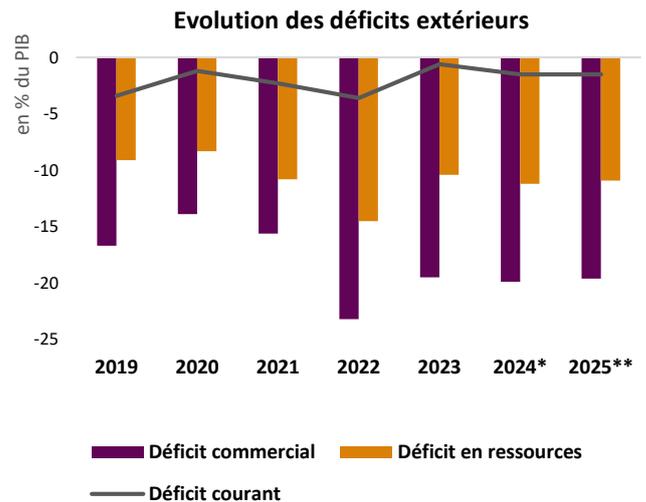


Source : HCP

La baisse des cours des matières premières entamée depuis 2023 devrait se poursuivre permettant un allègement des factures énergétique et céréalière. Cependant, l'évolution de **la valeur des importations des biens** devrait atteindre 6,1% en 2025 après 5,6% attendue en 2024, suite à la vigueur du volume importé. Parallèlement, **la valeur des exportations des biens** devrait progresser de 6,8% en 2025, contre 5,4% estimée l'année précédente.

Ainsi, **le déficit commercial** devrait marquer un allègement, passant de 19,9% du PIB en 2024 à 19,6% en 2025, un niveau supérieur à la moyenne de 16,3% sur la période 2015-2019. De même, **le déficit en ressources** aurait atteint 11,2% du PIB en 2024 avant d'enregistrer 10,9% en 2025, grâce à la performance soutenue des activités touristiques qui continueraient de stimuler les échanges des services. Dans ces conditions, et tenant compte des performances des revenus des MRE, **le déficit du compte courant** devrait s'établir à 1,5% du PIB en 2024 et 2025.

Le taux **d'épargne intérieure** devrait marquer un accroissement, passant de 20,7% du PIB en 2024 à 21,1% en 2025. Cette progression est le résultat d'une hausse prévue de 5,9% du PIB nominal et une augmentation attendue de 5,4% de la consommation finale nationale en valeur en 2025. Tenant compte des revenus nets extérieurs qui devraient représenter 7,4% du PIB en 2024 et 7,1% en 2025, **l'épargne nationale** devrait atteindre 28,3% du PIB en 2025. **Le niveau d'investissement brut** devrait avoisiner 29,8% du PIB en 2025 après 29,6% estimé en 2024. Ainsi, **le besoin de financement** devrait se stabiliser autour de 1,5% du PIB en 2024 et 2025.



Source : Office des changes, HCP

Allègement du déficit budgétaire en 2024 avant une légère accentuation en 2025

Après avoir atteint son pic de 7,1% en 2020 suite aux répercussions de la crise pandémique, **le déficit budgétaire** s'est inscrit dans une trajectoire descendante depuis 2021, pour atteindre 4,3% du PIB en 2023, grâce notamment aux différentes mesures prises pour rétablir l'équilibre des finances publiques. Ce niveau reste néanmoins élevé par rapport à la moyenne de 3,7% observée entre 2014 et 2019. Les perspectives des finances publiques devraient être caractérisées par un accroissement plus marqué des dépenses globales que des recettes ordinaires en 2025.

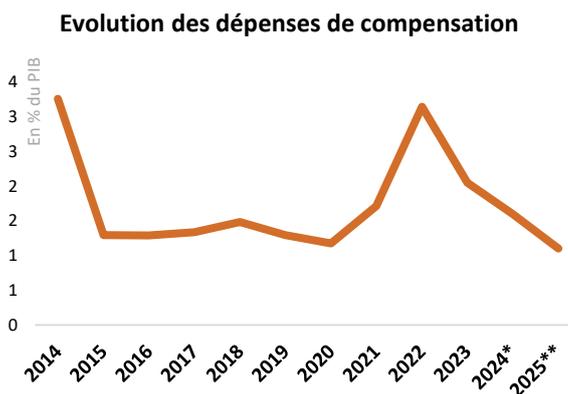
L'affermissement du secteur non agricole et la bonne tenue de la demande intérieure, conjugués à l'importance des recettes suite aux différentes mesures fiscales, auraient contribué à un accroissement exceptionnel des recettes ordinaires en 2024. En 2025, ces recettes devraient poursuivre leur raffermissement profitant de la hausse simultanée des recettes fiscales et non fiscales de 7,5% et 5,6% respectivement.

Les recettes fiscales devraient continuer de se consolider atteignant près de 19,8% du PIB en 2025 après 19,5% prévue en 2024. Ceci est attribuable à l'évolution des impôts directs qui devraient se situer autour de 8,8% du PIB en 2024 et 2025, et de celle des impôts indirects qui devrait représenter 8,4% du PIB en 2025 après 8,2% attendu en 2024.

Par ailleurs, les recettes non fiscales devraient s'améliorer profitant des recettes des mécanismes de financements innovants ainsi que des revenus en provenance des établissements et entreprises publics. Leur ratio devrait ainsi atteindre 4,4% du PIB en 2024 et 2025. De ce fait, **les recettes ordinaires** devraient avoisiner 24,5% du PIB en 2025 après 24,3% en 2024.

Les dépenses globales devraient poursuivre leur tendance haussière en 2025 atteignant près de 28,8% du PIB après 28,2% estimé en 2024. A cet effet, il est à signaler que la part des dépenses ordinaires a reculé au profit des dépenses d'investissement qui a progressé de près de 5 points entre les périodes 2010-2014 et 2015-2023, reflétant ainsi la volonté de l'Etat de soutenir l'activité économique.

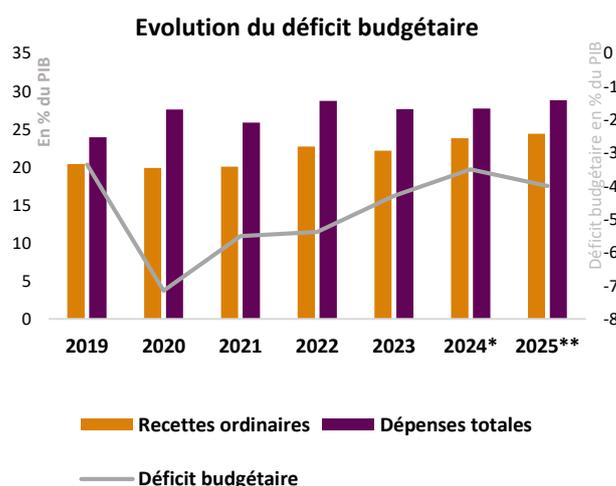
S'agissant des **dépenses ordinaires**, elles devraient atteindre près de 21,9% du PIB en 2025 après 20,6% du PIB estimé en 2024, suite à la croissance des **dépenses des biens et services** qui devraient se situer à 18,1% du PIB en 2025 au lieu de 16,6% attendu en 2024. Cette évolution s'explique par l'accroissement des dépenses du personnel qui devraient avoisiner 11,1% du PIB après 10,8% en 2024, et par la hausse prévue des dépenses au titre des autres biens et services atteignant près de 7% du PIB, en liaison notamment avec les transferts et subventions vers les secteurs sociaux.



Source : Ministère de l'Economie et des Finances, HCP

Le ratio des dépenses **de compensation** devrait reculer à 1,1% du PIB après 1,7% prévu en 2024 sous l'effet de l'atténuation des cours des matières premières à l'échelle internationale et de la poursuite de la mise en œuvre de la décompensation partielle du gaz butane. **Les dépenses d'investissement** devraient atteindre 6,9% du PIB en 2025, soutenant l'effort d'investissement public.

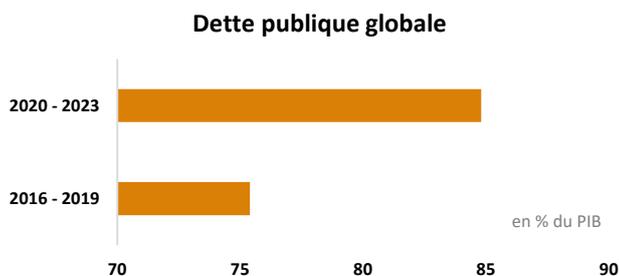
Ainsi, le déficit budgétaire se serait inscrit en allègement en 2024 pour avoisiner 3,5% du PIB avant de s'établir à près de 3,9% en 2025.



Source : Ministère de l'Economie et des Finances, HCP

Maintien des niveaux élevés des taux d'endettement

Après avoir culminé en 2020 sous l'effet des répercussions de la crise pandémique, en passant de 75,5% du PIB en moyenne entre 2016 et 2019 à 84,8% entre 2020 et 2023, le taux d'endettement global de l'économie nationale devrait se maintenir à des niveaux supérieurs à ceux observés avant la crise. La reprise de la dynamique économique et la trajectoire favorable de l'investissement public devraient contribuer à l'évolution de la **dette publique globale** qui devrait se stabiliser autour de 83,3% du PIB en 2024 et 2025 après 82,1% en 2023.

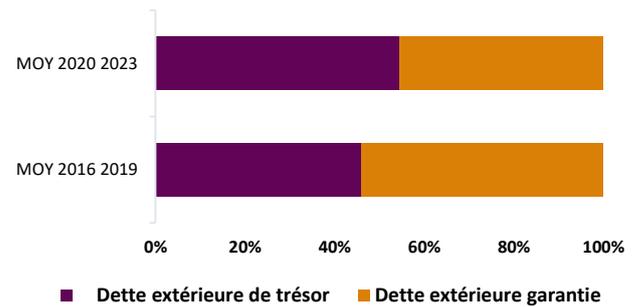


Source : Ministère de l'Economie et des Finances

La **dette du trésor** devrait poursuivre sa trajectoire haussière en 2025 pour atteindre près de 69,9% du PIB, niveau quasi-similaire à celui prévu en 2024. La **dette intérieure**, composante prédominante de la dette du trésor devrait augmenter pour se stabiliser à près de 52,4% du PIB en 2025. De son côté, la **dette extérieure du trésor** devrait atteindre un ratio aux alentours de 17,5% du PIB en 2024 et 2025, après un ratio de 12,9% en moyenne de la période 2016-2019.

S'agissant de la **dette extérieure garantie**, elle devrait progresser pour avoisiner 13,4% en 2024 et 2025, après avoir connu des fluctuations depuis 2018.

Structure de la dette extérieure publique



Source : Ministère de l'Economie et des Finances

Vers une amélioration des conditions de financement

Dans un contexte d'allègement des pressions inflationnistes, la banque centrale a décidé, pour la deuxième fois en 2024, de baisser le taux directeur à 2,5% en décembre. Ceci devrait contribuer à la reprise attendue du crédit bancaire au secteur non financier, soutenu notamment par le raffermissement exceptionnel des crédits à l'équipement en 2024.

Les créances sur l'économie devraient ainsi poursuivre leur tendance haussière, progressant de 6,2% en 2025 après une augmentation prévue de 6,5% en 2024, au moment où les créances nettes des institutions de dépôts sur l'administration centrale devraient consolider leur relance de 6,9% en 2025 après une croissance de 4,8% estimée en 2024 et un repli de 4,7% en 2023. De leur part, les avoirs extérieurs nets devraient évoluer de 2,2% en 2025 après une hausse spectaculaire estimée à près de 17% en 2024.

De ce fait, et tenant compte de l'évolution de ses autres contreparties, la masse monétaire devrait progresser à un rythme aux alentours de 6,4% en 2024, avant d'afficher 5% en 2025.

Annexe

Indicateurs	Réalizations			Prévisions		Evolution
	2021	2022	2023	2024	2025	
Evolution de l'environnement international (en %)						
Economie mondiale (OCDE)	6,6	3,6	3,2	3,2	3,3	
Indice des matières premières énergétiques (BM)	81,0	60,0	-29,9	-5,1	-6,9	
Indice des matières premières non énergétiques (BM)	33,2	9,0	-9,7	1,9	-3,7	
Commerce mondial (OCDE)	-10,4	5,0	1,0	3,5	3,6	
Demande adressée au Maroc	11,9	5,4	-1,5	0,5	2,5	
Economie nationale						
Evolution des secteurs productifs (en %)						
PIB en volume	8,2	1,5	3,4	3,0	3,8	
Valeur ajoutée agricole	19,5	-11,3	1,4	-5,0	4,1	
Valeur ajoutée non agricole	6,4	3,4	3,5	3,8	3,6	
Valeur ajoutée secondaire	7,8	-2,7	1,3	5,1	3,8	
Valeur ajoutée tertiaire	5,7	6,8	4,4	3,2	3,5	
Inflation (Indice implicite du PIB)	2,4	2,7	6,4	1,5	2,1	
Evolution des composantes de la demande (en %)						
Demande intérieure	9,0	-1,2	3,3	4,9	4,2	
Consommation finale nationale	7,0	0,7	3,9	3,4	3,3	
Consommation des ménages	6,8	0,0	3,7	3,2	3,0	
Consommation des administrations publiques	7,2	3,0	4,1	3,9	4,1	
Investissement brut	14,5	-6,0	1,5	9,1	6,7	
Exportations des B&S en volume	7,9	20,5	8,8	7,9	7,7	
Importations des B&S en volume	10,4	9,5	7,4	11,1	7,9	
Principaux ratios (en % du PIB)						
Déficit commercial	15,6	23,2	19,5	19,9	19,6	
Déficit en ressources	10,8	14,5	10,4	11,2	10,9	
Déficit du compte courant	2,3	3,6	0,6	1,5	1,5	
Déficit budgétaire	5,5	5,4	4,3	3,5	3,9	
Dettes du trésor	69,4	71,5	69,5	69,8	69,9	
Dettes publiques globales	83,3	86,2	82,1	83,3	83,3	
Taux d'investissement	30,7	30,3	28,8	29,6	29,8	
Epargne intérieure	21,4	18,8	20,5	20,7	21,1	
Epargne nationale	28,3	26,7	28,2	28,1	28,3	